



ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE DE L'OTAN

COMMISSION POLITIQUE (PC)
Sous-commission sur les partenariats
de l'OTAN (PCNP)

L'AGENDA DE L'OTAN QUANT AU MAINTIEN DE LA SÉCURITÉ EN MÉDITERRANÉE

Avant-projet de rapport

Sonia KRIMI (France)
Rapporteure

021 PCNP 21 F | Original : français | 18 mars 2021

Fondée en 1955, l'Assemblée parlementaire de l'OTAN est une organisation interparlementaire consultative, institutionnellement séparée de l'OTAN. Tant qu'il n'est pas adopté par les membres de la commission politique, le présent document de travail n'engage que le point de vue de la rapporteure. Il est basé sur des informations provenant de sources accessibles au public ou de réunions tenues dans le cadre de l'AP-OTAN – lesquelles sont toutes non classifiées.

TABLE DES MATIÈRES

I.	INTRODUCTION	1
II.	LE PAYSAGE SÉCURITAIRE MÉDITERRANÉEN	1
	A. LA DÉSTRUCTURATION PROLONGÉE DE LA LIBYE	2
	B. LA MULTIPLICATION DES TENSIONS EN MÉDITERRANÉE ORIENTALE	3
	C. UNE MÉDITERRANÉE CENTRALE DEVENUE L'ÉPICENTRE DES FLUX ET DE MENACES IRRÉGULIÈRES.....	6
	D. LE RÔLE DES ACTEURS EXTERNES DANS LA RÉGION	10
III.	LE RÔLE DES PAYS DE L'ALLIANCE DANS LA PROMOTION DE LA STABILITÉ ET DE LA SÉCURITÉ EN MÉDITERRANÉE	12
	A. LES MOYENS DE DÉFENSE ET DE DISSUASION DE L'OTAN ET LES OPÉRATIONS EN MÉDITERRANÉE	13
	B. LE DIALOGUE MÉDITERRANÉEN ET LES AUTRES MÉCANISMES DE COOPÉRATION	15
IV.	REMARQUES FINALES.....	17
	BIBLIOGRAPHIE	19

SYNTHÈSE

Pourvue de trois points d'entrée stratégiques majeurs qui commandent l'accès, respectivement, à l'océan Atlantique, à la mer Rouge (qui mène aux océans Indien et Pacifique) et à la mer Noire (qui mène au monde russe), la mer Méditerranée relie l'ensemble des grands pôles politiques, économiques et énergétiques mondiaux. L'espace méditerranéen représente donc un enjeu crucial pour les acteurs extérieurs que sont la Russie, la Chine et les puissances du Golfe, mais aussi pour les États-Unis. Il l'est également pour chacun des pays de son pourtour, engagés à divers degrés dans des réseaux multilatéraux, eux-mêmes plus ou moins denses. À partir du début des années 2010, cet espace a aussi été marqué par une succession de déstabilisations politiques, portées à leur paroxysme dans l'espace syro-iraquien et en Libye. Ces évolutions ont suscité une crise migratoire sans précédent pour l'Europe et favorisé l'émergence de nouvelles menaces sécuritaires à l'échelle internationale.

Par conséquent, l'Alliance s'est de plus en plus intéressée à cette zone géographique. Un cadre d'échange a été mis en place dès la moitié des années 1990, par le biais du Dialogue méditerranéen. Le concept stratégique de 2010 a pris en compte les évolutions politiques et militaires de la situation sur le flanc Sud de l'Alliance. L'OTAN a depuis lors accompli d'importants progrès. Le pôle régional pour le Sud, au sein du Commandement allié de forces interarmées à Naples, a été établi pour renforcer la vigilance et coordonner les opérations maritimes alliées dans cette région. L'OTAN y coopère également avec d'autres organisations, telles que l'Union européenne et l'Union africaine. Mais des divergences spécifiques entre Alliés fragilisent encore aujourd'hui l'aptitude de l'Alliance à élaborer une stratégie constante, claire et cohérente, qui préciserait son rôle en matière de lutte contre les défis et les menaces venus du Sud.

Ce présent avant-projet de rapport présente en premier lieu l'impact du paysage sécuritaire en Méditerranée sur la sécurité de l'Alliance à travers trois axes : les deux espaces géographiques en tension ; les facteurs et les enjeux transverses ; le rôle des acteurs externes. Il propose ensuite une évaluation du rôle joué par les Alliés dans la promotion de la stabilité et de la sécurité en Méditerranée dans le cadre de leurs tâches essentielles. Enfin, il émet des recommandations pour renforcer les programmes, initiatives et partenariats de l'OTAN en Méditerranée en vue de promouvoir la stabilité régionale.

I. INTRODUCTION

1. « Mer au milieu des terres », la Méditerranée est pourvue de trois points d'entrée stratégiques majeurs – le détroit de Gibraltar et le canal de Suez, qui commandent l'accès, respectivement, à l'Atlantique et à la mer Rouge puis aux océans Indien et Pacifique ; et le détroit des Dardanelles, qui ouvre l'accès à la mer Noire et au monde russe. À ce titre, elle relie l'ensemble des grands pôles politiques, économiques et énergétiques mondiaux. Cet espace géographique représente donc un enjeu crucial pour les grands acteurs extérieurs que sont la Russie, la Chine et les puissances du Golfe, mais aussi pour les États-Unis. Il l'est également pour chacun des pays de son pourtour - engagés à divers degrés dans des réseaux multilatéraux, eux-mêmes plus ou moins denses - d'autant qu'à partir du début des années 2010, il a été marqué par une succession de déstabilisations politiques. Portées à leur paroxysme dans l'espace syro-iraquien et en Libye, ces évolutions ont suscité une crise migratoire sans précédent pour l'Europe, ainsi que le développement de nouvelles menaces sécuritaires internationales, avec l'émergence, dans un premier temps, du groupe dit « État islamique » puis le retour des combattants étrangers dans leurs pays d'origine.

2. Par conséquent, l'Alliance s'est de plus en plus intéressée à cet espace géographique. Un cadre d'échange, le Dialogue méditerranéen, a été mis en place dès la moitié des années 1990. Avec l'accent mis sur le terrorisme et la sécurité coopérative, le Concept stratégique de 2010 a pris en compte les évolutions politiques et militaires en développement sur le flanc Sud de l'Alliance. Le sommet de Varsovie en 2016 a entériné des réformes visant à améliorer encore cette adaptation. L'OTAN a depuis lors accompli d'importants progrès, avec par exemple l'adoption, en 2017, du plan d'action sur la lutte contre le terrorisme, puis son actualisation. Le Pôle régional pour le Sud, au sein du Commandement allié de forces interarmées à Naples, a été établi pour renforcer la vigilance et coordonner les opérations maritimes alliées dans la région. L'OTAN y coopère également avec d'autres organisations, telles que l'Union européenne et l'Union africaine. Mais des divergences sont apparues entre Alliés au sujet de défis de sécurité spécifiques, fragilisant l'aptitude de l'Alliance à élaborer une stratégie constante, claire et cohérente qui préciserait son rôle dans la lutte contre les défis et les menaces venus du Sud.

3. Le présent avant-projet de rapport traite de l'instabilité et des conflits dans le voisinage méridional de l'OTAN qui ont un impact sur la sécurité de l'Alliance. Il présente d'abord le paysage sécuritaire méditerranéen à travers trois axes : les deux espaces géographiques en tension ; les facteurs et les enjeux transverses ; le rôle des acteurs externes. Puis il propose une évaluation du rôle des Alliés dans la promotion de la stabilité et de la sécurité en Méditerranée, dans le cadre des tâches essentielles de l'Alliance en matière de défense collective, de gestion des crises et de sécurité coopérative. Il émet enfin des recommandations pour renforcer les programmes, initiatives et partenariats de l'OTAN en Méditerranée, afin de promouvoir la stabilité régionale par une meilleure préparation militaire, un engagement politique plus profond et une coopération intensifiée.

II. LE PAYSAGE SÉCURITAIRE MÉDITERRANÉEN

4. La faillite de certains États (Libye, Syrie) mais aussi les fragilités politiques et socio-économiques au Mashreq et au Maghreb – encore renforcées pour ce dernier par la déstabilisation de son propre Sud – se sont révélées de profonds facteurs d'amplification et d'enchevêtrement des problématiques migratoire, environnementale et criminelle. En Méditerranée, des flux illicites (trafics de stupéfiants, d'armes et d'êtres humains, blanchiment d'argent, investissements occultes, contrebande de pétrole) en constante progression se conjuguent désormais à l'instabilité provoquée par les enjeux énergétiques et la projection de puissances régionales sur le pourtour méditerranéen. De plus, le renforcement des influences russe et, dans une moindre mesure chinoise, parallèlement au recul constaté de la présence militaire américaine, font du flanc Sud de l'Europe un espace potentiellement ouvert à des conflits de toutes sortes.

A. LA DÉSTRUCTURATION PROLONGÉE DE LA LIBYE

5. La guerre civile dans laquelle la Libye s'est enfoncée depuis 2011 obéit à un enchevêtrement de dynamiques et de confrontations complexes. Sur le plan politique, l'opposition de deux légitimités a enraciné un conflit entre deux camps, renforcé par l'engagement de parties externes. Cette profonde déstructuration a une influence directe sur la lutte contre le terrorisme et contre les flux illicites de personnes et de biens. Le récent accord ouvre cependant des possibilités fragiles quant à une solution politique.

6. La répression violente en 2011 de manifestations pacifiques par le régime de Mouammar Kadhafi a suscité une intervention militaire multinationale sous l'égide de l'ONU, à laquelle a participé l'OTAN (opération *Unified Protector*). Visant à faire respecter un embargo sur les armes et à imposer une zone d'exclusion aérienne, elle précipite la chute du régime (OTAN, 2012). La première tentative de transition démocratique à partir de 2012 débouche sur une crise parlementaire dont deux gouvernements rivaux émergent (Barthe, 2021). Le gouvernement de transition en place refuse d'accepter les résultats des élections de 2014, marquées par un taux de participation de 18% seulement, tandis que la chambre des représentants nouvellement élue forme un gouvernement rival à Tobrouk (Al-Jazeera, 2014). Des négociations facilitées par l'ONU en 2015 ont tenté de réconcilier les gouvernements rivaux avec la création du Gouvernement d'Accord National (GAN), basé à Tripoli, seul reconnu par l'ONU et par les Alliés. Cependant, le gouvernement de Tobrouk a persisté à en contester la légitimité. La plupart des acteurs internationaux conviennent que la stabilité durable de la Libye requiert la participation de toutes les parties prenantes libyennes (Wehrey, 2019).

7. Plusieurs facteurs expliquent la durée de la guerre civile qui a découlé de cette situation politique. D'une part, chacune de ces entités repose sur un espace politique intérieur totalement fragmenté, sur une forte assise tribo-clanique (respectivement en Tripolitaine et en Cyrénaïque) dont les franges (au Fezzan) sont éminemment instables et empêchent la victoire décisive de l'un ou l'autre camp, et sur le recours à un kaléidoscope de milices en compétition pour l'accès aux ressources (naturelles ou liées aux flux illicites) (Ruffié, Gros et Tourret, 2018). D'autre part, le jeu de puissances étrangères prolonge cette rivalité en offrant aux deux camps un soutien concret via des armements, troupes et mercenaires (Wintour, 2021). Le GAN, soutenu par la Turquie et le Qatar, est perçu comme étant sous l'influence des Frères musulmans par ses opposants, notamment l'Égypte, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, qui apportent eux un soutien à un gouvernement de Tobrouk perçu comme un rempart contre ce qu'ils considèrent comme un islamisme radical. La Russie soutient également ce dernier, principalement pour des raisons géopolitiques et économiques, par le biais du groupe mercenaire Wagner.

8. Dans un tel contexte, l'accord le 5 février 2021 sur un exécutif unifié de transition représente une étape importante dans le cadre du processus de Berlin pour la résolution du conflit. Prenant acte de ce qu'une guerre par procuration avait lieu en Libye, ce processus a pour objet, par la voie du dialogue avec les acteurs internationaux qui exercent une influence sur les parties en conflit, de créer les conditions générales pour un processus politique intra-libyen sous les auspices des Nations unies. Il offre donc un cadre global pour aborder l'ensemble des problèmes qui alimentent le conflit libyen. Outre les cinq membres permanents du Conseil de sécurité, il a réuni en janvier 2020, l'Italie, les Émirats arabes unis, la Turquie, l'Égypte, l'Algérie, la République du Congo, l'ONU et l'Union européenne, mais aussi l'Union Africaine et la Ligue des États arabes, ainsi que le premier ministre libyen Fayez Sarraj et le général Khalifa Haftar (Ministère fédéral allemand des affaires étrangères, 2020). Toutes les parties se sont engagées à soutenir les efforts de règlement du conflit, à appliquer pleinement l'embargo sur les armes et à soutenir le retrait immédiat de tous les mercenaires et combattants étrangers. L'accord ainsi trouvé a été approuvé par le Conseil de sécurité, par le biais de la résolution 2510 adoptée le 12 février 2020. L'échec en juin 2020 de l'offensive lancée en avril 2019 sur Tripoli de l'Armée Nationale Libyenne ayant démontré que la

recherche d'une victoire militaire était sans issue, un accord de cessez-le feu a été finalement signé le 23 octobre 2020 par les deux parties libyennes en conflit. Le Dialogue inter-libyen, parrainé par l'ONU et composé de 75 participants, a abouti le 5 février 2021 à la désignation d'un exécutif unifié de transition chargé d'organiser, le 24 décembre prochain, de nouvelles élections. En outre, certaines mesures de réconciliation ont été prises par les sponsors étrangers des parties en conflit. Ainsi, une délégation égyptienne a rencontré le GAN à Tripoli, établissant ainsi le premier contact diplomatique depuis 2014 (Wintour, 2021).

9. Le nouveau Président du Conseil de la présidence (composé de trois membres en provenance de chaque région), Mohammad Younes Menfi (venu de l'est) et le nouveau premier ministre, Abdul Hamid Mohammed Dbeibah (homme d'affaires soutenu par l'ouest) doivent maintenant former rapidement un nouveau gouvernement inclusif. 30% des futurs postes gouvernementaux doivent notamment être réservés à des femmes (Euractiv, 2020). Deux composantes clés de l'accord - à savoir le départ des mercenaires et combattants étrangers et le respect de l'embargo sur le trafic d'armes - ne sont toujours pas respectées. Plus de 20 000 troupes étrangères se trouvent toujours en Libye selon l'envoyée spéciale de l'ONU, Stephanie Williams, et les importations d'armes de la part des acteurs alliés n'ont pas cessé (Wintour, 2021). La communauté euro-atlantique ne doit donc pas relâcher ses efforts de contribution au processus de paix. Le secrétaire général de l'OTAN a rappelé le 22 janvier dernier la position de l'OTAN exprimée lors du sommet de Varsovie en 2016, la disponibilité de l'Alliance à fournir à la Libye des conseils dans le domaine du renforcement des capacités des institutions de défense et de sécurité en tenant compte des conditions politiques et en matière de sécurité. Il convient toutefois de rappeler qu'un quasi-consensus existe au sein de l'Alliance pour convenir que ces conditions ne sont pas réunies. De surcroît, dans cette période de transition politique délicate, les Libyens ont clairement marqué leur souhait de mettre un terme aux ingérences étrangères, de sorte qu'une implication de l'OTAN enverrait certainement un signal ambigu¹.

B. LA MULTIPLICATION DES TENSIONS EN MÉDITERRANÉE ORIENTALE

10. Tout au long de 2020, les tensions entre la Grèce et la Turquie, en Méditerranée orientale, ont atteint des niveaux jamais vus depuis la crise de Chypre en 1974. L'escalade actuelle est l'une des plus complexes survenue entre ces deux Alliés de l'OTAN, tant en termes de nombre d'acteurs que de points de discorde. La question centrale reste le statut de la communauté chypriote turque, reconnue sur le plan international par la seule Turquie en tant que « République turque de Chypre du Nord ». Toutefois, ce différend est désormais lié à d'autres développements dans la région au sens large, notamment le conflit en Libye, la géopolitique énergétique, la reprise du conflit sur les frontières maritimes et la crise des réfugiés/migrants.

11. L'intensification des tensions en Méditerranée orientale a des causes complexes, principalement liées aux questions de souveraineté nationale, mais la découverte de plusieurs gisements de gaz naturel entre 2009 et 2019 a certainement accru les enjeux pour les acteurs régionaux. Bien que la taille de ces réserves et les modalités de leur extraction et de leur transport restent à déterminer, ces découvertes ont incité les nations de la région à chercher des moyens de s'assurer leur part des bénéfices potentiels. En particulier, l'Égypte, Chypre et Israël ont lancé une plateforme pour coordonner leurs efforts d'exploration et de production potentielle de gaz - une initiative qui a ensuite inclus la Grèce, la Jordanie, l'Autorité palestinienne et l'Italie et qui est devenue l'EastMed Gas Forum (EMGF), formalisée en tant qu'organisation internationale ayant son siège au Caire en janvier 2020. Un élément important du cadre énergétique de la Méditerranée orientale est

¹ Sur la perception de l'OTAN dans ce pays et plus généralement dans la région, voir le webinaire organisé par l'AP OTAN le 18 mars sur « Une décennie après les soulèvements arabes – leçons et implications » <https://www.nato-pa.int/fr/news/dix-ans-apres-le-printemps-arabe-les-legislateurs-examinent-les-espoirs-de-changement-et-les>

la construction prévue du gazoduc Israël-Chypre-Grèce-Italie ainsi que l'utilisation des usines de liquéfaction de gaz égyptiennes (Tanchum, 2020).

12. Ces développements ont alarmé la Turquie. La sécurité énergétique est en effet une question d'importance stratégique pour Ankara, qui importe plus de 70 % de ses besoins énergétiques depuis 2018 (Dalay, 2021). Ankara affirme qu'elle est exclue du cadre énergétique de la Méditerranée orientale et que ses intérêts légitimes sont négligés. L'absence de la Turquie dans ce cadre peut s'expliquer dans le contexte des développements politiques et sécuritaires plus larges des années 2010, notamment les désaccords territoriaux évoqués plus loin dans ce chapitre, les différents points de vue sur le conflit en Libye entre la Turquie et la plupart des membres du EMGF, la critique par la Turquie du coup d'État en Égypte en 2013, le gel du processus d'intégration européenne de la Turquie en 2018 ainsi que des relations en dents de scie avec Israël. Au milieu de préoccupations communes concernant l'influence iranienne en Syrie et l'intérêt turc pour le gaz naturel israélien, Ankara et Jérusalem ont officiellement résolu leurs différends en juin 2016. Des relations diplomatiques complètes ont été restaurées. Toutefois, la Turquie a rappelé son ambassadeur et a demandé à l'envoyé d'Israël de partir en mai 2018, à la suite de violentes protestations à la frontière entre Israël et Gaza (Berman, 2021).

13. Au cours de la décennie 2010, les relations d'Ankara avec les deux administrations américaines successives ont également été parfois difficiles, principalement en raison de la décision de la Turquie d'acquérir des systèmes de défense aérienne russes S-400 et du soutien américain aux forces kurdes en Syrie. À la fin des années 2010, les États-Unis ont intensifié leur coopération militaire avec la Grèce et Chypre, notamment en levant un embargo sur les technologies de défense non létales à Chypre, tout en retirant la Turquie du programme d'avion de combat F-35. L'administration Trump s'est toutefois prononcée contre l'imposition de sanctions possibles en application de la loi dite CAATSA (*Countering America's Adversaries Through Sanctions Act*) de février 2015, celle-ci prévoyant des mesures à l'encontre de tout pays se procurant du matériel militaire auprès d'entreprises russes. La loi sur l'autorisation de la défense nationale pour l'exercice 2021, adoptée par le Congrès sortant à la majorité qualifiée requise pour outrepasser le veto invoqué par le Président Donald J. Trump, prévoit aujourd'hui l'imposition de sanctions supplémentaires au secteur de la défense turc (Reuters, 2021).

14. L'Union européenne et la Turquie entretiennent des liens étroits dans de nombreux domaines. Cependant, ces dernières années, les relations sont devenues tendues en raison de l'intervention militaire turque en Syrie, de l'instrumentalisation des enjeux migratoires, de la dégradation de l'État de droit, ainsi que des activités illégales d'exploration et de forage de la Turquie en Méditerranée. L'Union européenne a expressément affirmé à plusieurs reprises son soutien à la Grèce et à Chypre. Ses États membres l'ont également fait individuellement, avec des sensibilités différentes. Certains membres – en particulier en Europe centrale et orientale et dans la péninsule ibérique – peuvent sembler soutenir une approche plus conciliante vis-à-vis de la Turquie en raison de son rôle important au sein de l'OTAN. Sept pays du Sud de l'Union européenne (dits MED7) portent un agenda commun pour faire respecter la souveraineté européenne, le droit international et favoriser la désescalade.

15. Ankara a agi face à ce qu'elle perçoit comme une tentative commune d'isoler et de contenir la Turquie. En 2018, les forces navales turques ont empêché un navire du géant italien de l'énergie *Eni* d'atteindre son site de forage en Méditerranée orientale. En 2019 puis en 2020, la Turquie a également envoyé un navire d'exploration des fonds marins, escorté par la marine turque, dans les zones contestées de la Méditerranée orientale. Ces actions représentent la détermination d'Ankara à protéger ce qu'elle estime être la part légitime de la Turquie - ou des Chypriotes turcs - dans les ressources en hydrocarbures de la Méditerranée orientale. Ankara a également renforcé ses liens avec son partenaire clé dans la région, le Gouvernement libyen d'accord national (GAN) reconnu par les Nations unies à Tripoli. En novembre 2019, la Turquie et le GAN ont signé deux accords cruciaux pour chacune des deux parties : l'un sur la délimitation des zones de juridiction maritime

en Méditerranée et l'autre sur la coopération en matière de sécurité et de défense (voir ci-dessus à propos de ce dernier).

16. L'accord sur les zones de juridiction maritime est une représentation radicale de l'opinion d'Ankara selon laquelle les contours du continent d'un pays, plutôt que des îles, devraient être le facteur clé délimitant la zone économique exclusive (ZEE) de ce pays. En vertu de la Convention des Nations unies sur le droit de la mer (CNUDM), dont la Turquie n'est pas signataire, les îles peuvent également générer une ZEE, à condition qu'elles soient suffisamment grandes pour pouvoir assurer la subsistance des populations. Partant du postulat – contraire à la CNUDM – que les îles grecques, y compris la Crète et Rhodes, ne génèrent pas de ZEE, l'accord Turquie-GAN divise la zone maritime entre la Libye et la Turquie exclusivement entre ces deux pays. Ankara affirme également que la « République turque de Chypre du Nord » a droit à sa propre ZEE. L'accord Turquie-GAN signifie que, du point de vue turc, le projet d'oléoduc Israël-Chypre-Grèce devrait traverser des zones sous la juridiction maritime turque.

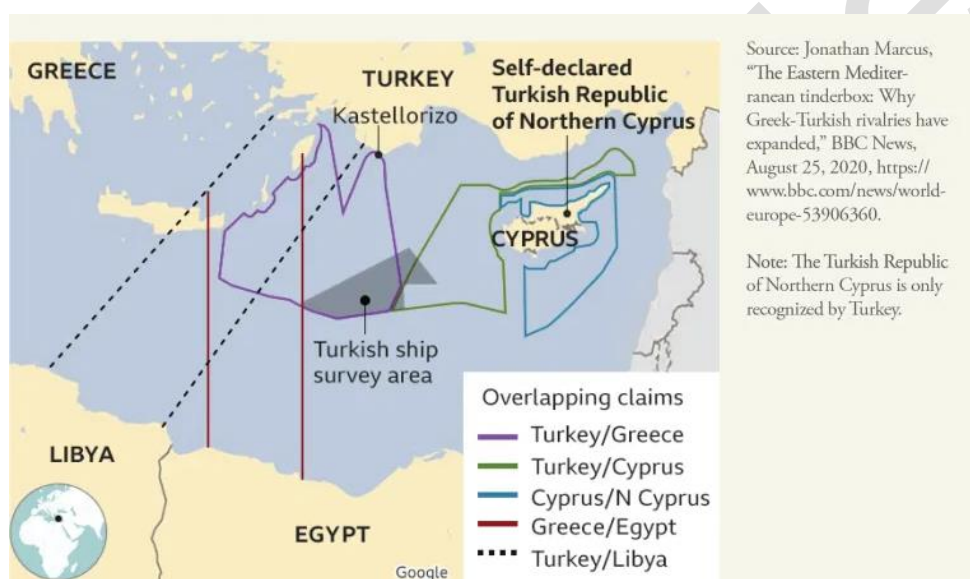


Figure 1. Chevauchement des revendications maritimes en Méditerranée orientale

17. Les activités navales de la Turquie et les accords avec le GAN ont déclenché une forte réaction à travers la région et au-delà. En août 2020, Athènes a signé un accord bilatéral de délimitation maritime avec l'Égypte, contestant directement l'accord Turquie-GAN. Le premier ministre Kyriakos Mitsotakis a annoncé l'intention de la Grèce d'étendre sa juridiction maritime au large de sa côte occidentale de 6 à 12 milles nautiques, comme le permet la CNUDM (la Grèce continue d'appliquer la norme des 6 milles sur son flanc tourné vers la Turquie). La Grèce a également annoncé une augmentation de ses dépenses et un renforcement de ses capacités de défense. Certains Alliés lui ont exprimé leur solidarité de diverses manières. La France a envoyé trois avions Rafale et une frégate pour participer aux exercices militaires de la Grèce en Méditerranée orientale, rejoints par Chypre et l'Italie (DW, 2020). Les États-Unis ont autorisé une nouvelle assistance à la sécurité pour la Grèce et Chypre et ont envoyé le USS Hershel Woody Williams en Crète. Par ailleurs, l'UE a exprimé toute sa solidarité avec ses membres, Chypre et la Grèce.

18. L'intensification de l'activité maritime en Méditerranée orientale augmente le risque d'accidents : ainsi, à la mi-août, la frégate turque Kemal Reis est entrée en collision avec la frégate grecque Limnos dans des eaux contestées. L'escalade rapide de la situation, particulièrement en août 2020, impliquant des membres de l'OTAN, a nécessité d'urgence un engagement diplomatique total. L'OTAN a joué un rôle clé en tant qu'intermédiaire entre ses alliés, la Grèce et la Turquie, comme elle l'avait déjà fait par le passé (Shea, 2020). Début septembre 2020, le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, a fait appel aux dirigeants politiques à Ankara et à Athènes et a lancé une série de réunions techniques entre les représentants militaires grecs et turcs au siège de l'OTAN

à Bruxelles. Un mécanisme bilatéral de déconfliction militaire a pu être établi le 1^{er} octobre 2020. Il vise à réduire le risque d'incidents et d'accidents en Méditerranée orientale et comprend la création d'une ligne téléphonique directe entre la Grèce et la Turquie via les systèmes de communication sécurisés de l'OTAN, disponible 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. La Grèce et la Turquie ont également annulé leurs exercices militaires respectifs fin octobre, ce qui a contribué à la désescalade de la situation en Méditerranée orientale. Le secrétaire général de l'OTAN a qualifié à plusieurs reprises la Grèce et la Turquie de « précieux alliés de l'OTAN ». Selon M. Stoltenberg, le mécanisme de déconfliction militaire contribue à « créer l'espace nécessaire au traitement par la diplomatie des problèmes sous-jacents » (OTAN, 2020).

19. Prenant note des mesures de confiance prises par la Grèce et la Turquie, notamment le redéploiement des navires hors des zones contestées et les progrès réalisés dans la programmation des pourparlers, l'UE s'est accordée en décembre sur le principe de pouvoir effectuer de nouvelles désignations dans le cas où les forages turcs se poursuivaient. En parallèle, les dirigeants européens ont décidé d'élaborer une proposition visant à redynamiser le programme UE-Turquie dans des domaines tels que la modernisation de l'union douanière, les contacts interpersonnels et la migration, « sous réserve que des efforts constructifs pour mettre un terme aux activités illégales à l'égard de la Grèce et de Chypre se poursuivent » (Conseil européen, 2020). Le 12 janvier dernier, le président turc Recep Tayyip Erdogan s'est dit prêt à « remettre sur les rails » les relations entre la Turquie et l'Union européenne. « Le dialogue est essentiel, mais nous attendons des gestes crédibles », a insisté la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, à l'issue de son entretien avec le ministre des affaires étrangères turc, M. Çavusoglu, le 21 janvier dernier.

20. L'Allemagne – qui assurait la présidence de l'Union européenne au second semestre 2020 – s'est engagée dans un effort de médiation pour faciliter la reprise des pourparlers exploratoires entre la Grèce et la Turquie, dont 60 cycles avaient eu lieu entre 2002 et 2016. Les entretiens exploratoires ont repris en janvier 2021, avec une réunion de haut niveau à Istanbul, et une autre en mars. Obtenir des avancées dans le cadre de ces pourparlers nécessitera une volonté politique forte et une flexibilité des deux parties pour tenir compte des divergences de vues sur des questions sensibles telles que la souveraineté nationale et l'accès aux ressources énergétiques. La résolution finale des dilemmes géopolitiques de la région reste un objectif de long terme et exigera un compromis fondé sur des arrangements juridiques complexes dans le respect des normes internationales. À cette fin, une modération des discours hostiles et la reprise du dialogue peuvent certainement faciliter la désescalade et l'émergence d'un *modus vivendi* stable entre deux alliés de l'OTAN en Méditerranée orientale. La tenue d'une conférence internationale spéciale de haut niveau, suggérée par le président du Conseil de l'UE, Charles Michel, pourrait être un pas utile vers un nouvel arrangement politique et sécuritaire global et durable pour la Méditerranée orientale. L'OTAN et l'Assemblée parlementaire de l'OTAN ont un rôle à jouer pour aider à rétablir la confiance entre Alliés. Cela passe par le renforcement des canaux de déconfliction militaire, mais aussi par le réengagement de tous les Alliés à faire primer les normes de bon comportement et les règles de bonne conduite entre Alliés dans le cadre de l'OTAN.

C. UNE MÉDITERRANÉE CENTRALE DEVENUE L'ÉPICENTRE DES FLUX ET DE MENACES IRRÉGULIÈRES

21. L'interconnexion du système méditerranéen en fait un centre névralgique de divers flux officiels mais aussi illicites entre les différents États de la région et au-delà. L'instabilité permanente et la porosité des frontières dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MOAN) offrent des conditions favorables aux groupes extrémistes violents, aux passeurs et aux trafiquants d'êtres humains, d'armes et de stupéfiants. Les activités clandestines sont facilitées par des facteurs socio-économiques délétères dans des pays où la pression démographique exercée est bien supérieure aux capacités d'appareils étatiques dépassés, voire défaillants (Ruffié, Gros et Tourret, 2018). Elles impactent à la fois les sociétés et les États d'origine, de transit et de destination.

Déplacements humains

22. La violence déclenchée par les terroristes et chefs de guerre au Levant, en Libye et au Sahel est l'un des principaux facteurs ayant provoqué un flux de réfugiés et de migrants sans précédent à travers la Méditerranée tout au long des années 2010.

23. Depuis le pic de 2015, où environ 1 million de personnes ont traversé la mer dans l'espoir de rejoindre l'UE, l'afflux de réfugiés et de migrants par la Méditerranée orientale a très fortement diminué en Europe, à la suite de la signature de l'accord UE-Turquie en 2016. Mais près de 5 millions de Syriens se sont réfugiés dans les pays limitrophes (Liban, Jordanie, Turquie – cette dernière en accueillant 3,6 millions avec l'aide financière de l'UE). Or ces pays sont aujourd'hui eux-mêmes touchés, parfois très durement, par une crise économique. Six millions de personnes sont toujours déplacées à l'intérieur de la Syrie. Aggravée par la Covid-19, la situation humanitaire se détériore. Plus de la moitié de la population est en situation d'insécurité alimentaire. Le comité constitutionnel est dans l'impasse en raison des blocages émanant du régime. Des violations et abus ont été répertoriés par la Commission d'enquête de l'ONU dans la totalité du pays (ONU, 2021).

24. Aujourd'hui, la Méditerranée centrale est devenue le principal point d'entrée des migrants sans papiers arrivant en Europe par la mer, essentiellement depuis la Libye (le Maroc, la Tunisie et l'Algérie ayant adopté des législations répressives, ce que la situation en Libye ne lui a pas permis de faire). Selon le haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), jusqu'à 90 % des personnes qui traversent la Méditerranée à destination de l'Europe partent de Libye. En octobre 2020, l'Organisation internationale pour les migrants (OIM) a enregistré plus de 580 000 migrants en Libye, dont la plupart (65 %) proviennent de pays voisins, et notamment du Niger, du Tchad, de l'Égypte et du Soudan (Conseil de l'UE, 2021). Selon *Amnesty International*, des dizaines de milliers de réfugiés et de migrants se sont retrouvés bloqués en Libye, exposés à des violations des droits humains et à des conditions de vie sordides, et sont dans l'incapacité de trouver des voies de sortie légales. Les personnes qui tentent d'atteindre l'Europe sont régulièrement interceptées et ramenées en Libye (*Amnesty international*, 2020). Après l'échec *de facto* de l'introduction d'un programme de relocalisation des réfugiés/migrants à l'échelle de l'UE, l'approche de l'Europe et de ses États membres face à ce problème a consisté principalement à renforcer la capacité de la Libye, en particulier de ses garde-côtes, à contrôler ses frontières. L'UE a engagé, par l'intermédiaire de son fonds d'affectation spéciale d'urgence pour l'Afrique, plus de 400 millions d'euros principalement consacrés à la formation de la garde-côtière et à l'amélioration de la gestion des frontières (Commission européenne, 2020). L'augmentation des interceptions au large des côtes libyennes atténue le problème, mais ne le résout pas : les trafiquants et les passeurs recherchent en permanence des itinéraires de substitution. Par exemple, l'UE a signalé une augmentation significative des départs d'Algérie en 2020 (Conseil de l'UE, 2021).

25. Ces voyages périlleux ont provoqué la mort de plus de 20 000 personnes depuis 2014. En 2019, plus de 110 000 personnes sont entrées en Europe par la mer, et près de 1 900 personnes ont perdu la vie lors de la traversée (*Missing Migrants*, 2021). La pandémie et les confinements ont considérablement fait chuter ces chiffres en 2020. Selon Interpol, si les restrictions de voyage ont pu temporairement bloquer les migrants, les passeurs et les trafiquants sont susceptibles d'explorer des itinéraires plus dangereux (et obtenir des primes plus élevées). La pandémie « ne fait que plonger la traite d'êtres humains un peu plus dans l'obscurité, tout comme ses victimes, éloignant encore la possibilité de détection et de sauvetage de ces dernières » (Interpol, 2020).

26. Les opérations *Sea Guardian* de l'OTAN et *Irini* de l'UE (et avant elle *Sophia*) sont principalement mandatées pour effectuer des tâches non humanitaires mais comme tous les navires, ils ont un devoir d'assistance lorsqu'ils sont informés de la présence de personnes ayant besoin de secours à proximité – même si les capacités de sauvetage de l'opération *Irini* sont limitées par le changement de modèle opérationnel en mars 2019 (passage de patrouilles navales à une surveillance aérienne). L'opération distincte de l'OTAN en mer Égée, menée par le

Standing Maritime Group 2, surveille depuis février 2016 les passages irréguliers en mer Égée et fournit des informations aux garde-côtes grecs et turcs concernés ainsi qu'à l'agence Frontex de l'UE.

Groupes terroristes et combattants étrangers

27. Près de deux ans après la débâcle de son califat, le groupe terroriste Daech s'est réorganisé en **Syrie**, dans le désert de la Badiya, qui s'étend de la province centrale de Homs jusque celle de Deir ez-Zor, à la frontière avec l'Iraq. Il a intensifié ses activités en 2020 et notamment étendu ses opérations militaires et les pertes infligées aux forces qui le combattent depuis le début de l'année 2021 (Daraj, 2021). En **Libye**, bien que le groupe ait perdu son fief à Syrte en décembre 2016, il maintient sa présence dans tout le pays, en particulier dans la zone désertique du Fezzan, au sud. Ces dernières années, Daech a modifié sa stratégie et semblerait se concentrer sur l'accumulation de ressources financières, l'infiltration dans des réseaux de contrebandiers et le recrutement discret, y compris parmi les populations d'Afrique subsaharienne (Ibraghim, 2020). Au **Sahel**, outre la coalition de groupes djihadistes qui inclut al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), connue sous le nom de Mouvement pour l'unicité et le djihad en Afrique occidentale (MUDAO), plusieurs autres groupes extrémistes violents sévissent dans la région. L'Etat islamique dans le Grand Sahara (EIGS) est actif dans l'ouest du Niger depuis 2015, tandis qu'en 2017, plusieurs groupes affiliés à al-Qaïda s'unissent au Mali pour former le Groupe pour le soutien à l'islam et des musulmans (GSIM) (Bensimon, 2020). Ces groupes exploitent des frontières poreuses, changeant souvent de nom, de structure et d'alliances. Ils parviennent à rallier les populations locales à leur cause, utilisant la menace de représailles mais aussi la méfiance de la population vis-à-vis des forces de sécurité, qu'elles ne croient pas capables de leur offrir une réelle protection. Ainsi, l'inaptitude des régimes à pourvoir aux besoins de leurs citoyens est une cause principale de radicalisation (FEPS et IAI, 2019)². Le Sahel restera probablement une source de problèmes de sécurité pour l'ensemble de la région dans les années à venir. En effet, les groupes extrémistes violents montrent des signes de vouloir étendre leurs opérations pour capturer de nouvelles sources de revenus (*The Economist*, 2020). Un effort international plus concerté pour stabiliser la situation est nécessaire. À ce jour, l'implication de l'OTAN au Sahel est limitée à un petit nombre de partenariats. En février 2021, le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, et le président mauritanien Mohamed Ould Ghazouani ont convenu d'un dialogue renforcé sur la lutte contre le terrorisme. La complexité de la situation au Sahel, en particulier de par la multitude d'acteurs à l'œuvre ainsi que des initiatives en cours, et qui a justifié la mise sur pied d'un dispositif de Coalition à des fins de mise en cohérence, rend difficile l'articulation avec une éventuelle nouvelle initiative dans la région dans un cadre OTAN. Mais le cadre politique de l'Alliance offre un espace de discussion stratégique particulièrement utile pour accroître le niveau d'information sur ces enjeux ; l'Alliance pourrait ainsi jouer un rôle aux fins de mobiliser les Alliés sur les enjeux sahéliens et d'assurer l'adéquation à ses ambitions des ressources de l'OTAN dédiées au Sahel.

28. Au fur et à mesure que les affiliés régionaux de Daech s'enracinent et gagnent en autonomie et en force, ils pourraient fournir au groupe de nouvelles possibilités et des options pour mener des opérations externes. Daech pourrait retrouver la capacité d'orchestrer des attaques dans différentes parties du monde au cours de l'année 2021. En dehors des zones de conflit, le risque d'exposition à la propagande et aux appels de Daech a continué d'augmenter en raison des conditions de vie des populations liées à la pandémie - en particulier celle des jeunes (repliement sur l'espace privé et cyber). Cela pourrait conduire à une soudaine vague d'attaques dans certains pays, lorsque les restrictions de mouvement liées à la pandémie s'atténueront. Dans le même temps, le bilan socioéconomique et les retombées politiques de la pandémie pourraient encore aggraver la menace à long terme posée par Daech et d'autres groupes terroristes, notamment en élargissant la base

² Voir aussi sur ce thème le rapport 2020 du Groupe spécial Méditerranée et Moyen-Orient « Développement et sécurité dans la région du Sahel » par Ahmet Berat ÇONKAR (Turquie).

d'individus réceptifs à la radicalisation et au recrutement (Conseil de sécurité des Nations unies, 2021).

29. L'Afrique du Nord, en particulier la Tunisie, a constitué un vivier important de combattants étrangers qui se sont déplacés pour rejoindre des groupes militants en Syrie et en Iraq. Au total, quelques 40 000 combattants étrangers ont rejoint Daech depuis 2014, dont près de 5 000 citoyens européens (Comolli & Milan, 2020). Si beaucoup de ces combattants ont été tués au combat ou sont détenus dans des camps au nord de la Syrie, nombre d'entre eux ont pu retourner dans leur pays d'origine ou se sont déplacés dans d'autres pays de la région MOAN, disséminant avec eux idéologies mortifères et techniques de combat. Ainsi, fin 2020, plus de 500 Tunisiens étaient rentrés de la zone de conflit. Or ce pays manque selon les experts d'une stratégie cohérente et d'un programme de déradicalisation pour s'occuper des rapatriés (Yerkes, 2020).

Trafics illicites et activités clandestines

30. L'Afrique du Nord est devenue une plaque tournante du trafic d'armes et d'explosifs, à partir de la Libye. En effet, le conflit en Libye a entraîné une prolifération non réglementée de divers types d'armes dans toute la région. Armes légères, mais également missiles sol-air, missiles anti-char, lance-grenades, mines antipersonnel, grenades et des stocks de munitions font dorénavant parti de l'arsenal des groupes en Syrie, Libye, Égypte (Sinaï), Tunisie, Algérie, Liban et dans la région du Sahel (Ruffié, Gros et Tourret, 2018). L'OTAN a soutenu des projets visant à sécuriser les dépôts de munitions en Mauritanie et à détruire les munitions obsolètes. Les conséquences sur les populations civiles sont en effet directes : les fusillades de masse de juin 2015 près de la ville de Sousse et les attentats suicides de juin 2019 à Tunis, revendiqués par Daech, illustrent bien le problème. L'Égypte a subi une série d'attentats terroristes en 2016-2017, y compris dans des zones touristiques, dont beaucoup sont liés à Daech. La région des Balkans occidentaux représente l'autre point d'inquiétude en la matière dans l'espace méditerranéen. Plusieurs rapports d'évaluation de la menace établis par Europol ont confirmé qu'elle demeurerait la principale région d'origine du trafic dans l'UE (Commission européenne, 2020).

31. Les flux illicites de marchandises, en premier lieu le trafic de drogues, sont également une source majeure de préoccupation. La Libye, le Maroc et l'Égypte sont les principales plateformes régionales, avec des réseaux de trafiquants toujours plus sophistiqués pour échapper aux efforts pourtant renforcés des forces de l'ordre. Mais ils bénéficient de la participation d'une population civile paupérisée et qui ne trouve pas sa place sur des marchés du travail limités (Ruffié, Gros et Tourret, 2018).

32. L'intensité des activités terroristes, extrémistes, de trafic et de contrebande sur les rives sud de la Méditerranée s'est quelque peu atténuée ces dernières années depuis le pic atteint au milieu des années 2010, tout comme le nombre de traversées maritimes irrégulières. Toutefois, les troubles économiques profondément enracinés, les lignes de division idéologiques et ethniques ainsi que les tendances démographiques laissent penser que les défis humanitaires et sécuritaires dans le sud de la Méditerranée continueront être préoccupants à l'avenir.

33. Or, une divergence d'appréciation entre Alliés porte atteinte à l'efficacité de la réponse en Méditerranée centrale. Cette divergence a atteint son paroxysme avec le grave incident qui a opposé en juin 2020 la frégate française *Courbet*, alors sous commandement OTAN, à des bâtiments turcs protégeant un cargo, le *Çirkin*, suspecté de violer l'embargo, édicté par les Nations unies, sur les armes à destination de la Libye. Elle fait l'objet de discussions tant à l'OTAN qu'à l'AP-OTAN. Les ministres de la défense de l'OTAN ont discuté de l'incident lors de leur réunion des 17 et 18 juin, au cours de laquelle un plan d'action pour éviter la réédition d'un tel incident a été décidé, faisant la clarté sur les règles de comportement, l'utilisation des identifiants, et surtout réaffirmant le principe cardinal du respect de l'embargo. Le secrétaire général de l'OTAN a également réaffirmé l'engagement de l'Alliance en faveur du processus mené par les Nations unies

et de la mise en œuvre des décisions de l'ONU, y compris les embargos sur les armes. L'AP-OTAN a tenu le 8 juillet une réunion spéciale sur la situation en Libye et le rôle de l'OTAN dans le soutien du processus mené par les Nations unies, ouverte à tous ses membres étant donné que le thème de l'unité et de la cohésion de l'Alliance, les concernaient tous. Le président de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN de l'époque, Attila Mesterhazy, a rappelé que « *quelles que soient les divergences sérieuses que les Alliés ont eues dans le passé, ils ont pu les surmonter grâce au dialogue et à un engagement commun envers l'OTAN et le lien unique qui unit les membres de l'OTAN. Je suis convaincu qu'il en sera de même dans la situation actuelle* ». Les déclarations du président Recep Tayyip Erdogan depuis quelques semaines indiquent une volonté d'apaisement des tensions. Cela doit être salué et se traduire dans les faits en Libye, notamment avec le départ des combattants étrangers et la reconnaissance de la légitimité des contrôles menés dans le cadre de l'opération *Irini*. Un point essentiel demeure toutefois clivant, la coopération entre les opérations otaniennes et européennes dans cette zone (voir ci-après).

D. LE RÔLE DES ACTEURS EXTERNES DANS LA RÉGION

34. L'implication croissante des acteurs extérieurs - en particulier la Russie, la Chine et les monarchies du Golfe - dans les affaires méditerranéennes ajoute encore à la complexité du paysage politique et sécuritaire de la région.

35. La **Russie** a saisi avec détermination les occasions de combler le vide laissé par la réticence des pays occidentaux³ à jouer un rôle plus actif dans la résolution des conflits régionaux. Contrairement à son prédécesseur, l'Union soviétique, la Russie n'a pas la capacité de fournir une assistance économique ou de servir de modèle idéologique aux pays de la région MOAN. L'intérêt de Moscou pour la région consiste principalement à renforcer le prestige de la Russie sur le plan international et national, tout en testant ses capacités de projection de puissance. La Russie tire également un bénéfice direct de l'exposition en situation de guerre de ses matériels en matière de ventes d'armes, qui sont sur le plan national son deuxième secteur d'exportation après les hydrocarbures.

36. L'annexion illégale de la Crimée en 2014 et sa militarisation ont offert à la Russie un appui de déploiement vers le sud. Avec la remontée en puissance de la flotte de la mer Noire et sa « kalibrization », garante d'une puissante « dissuasion conventionnelle » dans et autour de la région, elle lui fournit une base qui fait de la Russie un acteur incontournable des théâtres d'opérations méridionaux, et notamment au Moyen-Orient (Soller, 2019). L'intervention résolue du Kremlin en Syrie aux côtés du régime Assad lui a permis de consolider sa présence dans le port syrien de Tartous. Les navettes logistiques et militaires entre la péninsule et le port de Tartous se sont intensifiées pour soutenir l'intervention en Syrie. Cette installation navale auparavant modeste est en train d'être transformée en une base navale capable de soutenir une présence plus importante de navires de guerre et de sous-marins russes en Méditerranée (Clarke, Courtney, Martin, & McClintock, 2020) et de devenir la première véritable base navale à l'étranger pour la Russie (Soller, 2019). En 2020, la base de Tartous accueillait sept plateformes russes, dont une frégate et deux sous-marins d'attaque armés de missiles de croisière Kalibr (Berger & Salloum, 2021). Le programme de six patrouilleurs hauturiers de classe Bykov illustre aussi cette avancée méridionale : destinés à la flotte de la mer Noire et conçus pour des missions de lutte antipiraterie, ils pourront être déployés en mer Rouge, où Moscou développe notamment des liens avec le gouvernement soudanais (Soller, 2019). Depuis mai 2019, les deux pays sont liés par un accord de coopération militaire d'une durée de sept ans. Fin janvier 2019, en pleine crise politique au Soudan, le Kremlin avait reconnu que des instructeurs russes se trouvaient « déjà depuis un certain temps » aux côtés des forces gouvernementales soudanaises (Le Monde, 2020). En décembre 2020, il a été annoncé que la Russie avait conclu un accord avec le Soudan pour établir une base navale sur la

³ La question de l'implication occidentale, et notamment américaine, s'est posée directement par deux fois : en août 2013, à l'occasion du non-respect d'une ligne rouge quant à l'emploi d'armes chimiques, et en octobre 2019, avec le feu vert donné au déclenchement de l'opération turque « Source de paix ».

mer Rouge pouvant accueillir jusqu'à quatre navires et 300 personnes, ce qui donnerait à la Russie un pied important dans cette région stratégique (MacKinnon, 2020).

37. La Russie a également fait un effort concerté pour établir son influence en Libye. Elle a activement soutenu l'Armée nationale libyenne (ANL) du général Khalifa Haftar, principalement par l'intermédiaire du groupe Wagner, une société militaire privée forte de 1 200 hommes, largement considérée comme étroitement liée aux structures militaires et politiques de l'État russe.⁴ De plus, en mai 2020, le commandement des États-Unis pour l'Afrique a diffusé des images indiquant le déploiement d'au moins 14 avions de combat russes dans les bases aériennes libyennes d'Al Khadim et d'Al Jufra (Bermudez, 2020).

38. La Russie joue également un rôle important en tant que fournisseur d'armes clé dans la région. L'Algérie a reçu environ deux tiers de ses armes de la Russie entre 2014 et 2018 (Ramani, 2019). Ces dernières années, la Russie a également considérablement renforcé sa coopération militaire avec l'Égypte, devenant son deuxième fournisseur d'armes (derrière la France), en fournissant notamment des avions de guerre, des hélicoptères et des systèmes de missiles. L'intérêt de Moscou pour l'Égypte s'explique par l'importance géopolitique de ce pays et un intérêt partagé en Libye. Il convient également de noter l'intérêt de la Russie pour l'énergie en Méditerranée : les géants énergétiques russes Gazprom et Transneft coopèrent avec la Sonatrach algérienne sur des projets de construction de pipelines (Ramani, 2019). En 2017, Rosneft a signé un accord de coopération avec la Société nationale pétrolière libyenne. Toujours en 2017, l'entreprise russe Rosatom a signé un accord de 21 milliards de dollars pour construire la première centrale nucléaire égyptienne d'ici 2028 ou 2029 (Reuters, 2017).

39. En résumé, la Russie est de plus en plus à la recherche d'opportunités pour étendre son influence dans la région MOAN. Sans exclure les accords avec l'une ou l'autre des parties prenantes régionales, Moscou tend à privilégier la préservation des anciens régimes et s'est montrée hostile aux soulèvements arabes, en partie par crainte qu'ils ne s'étendent à l'importante population musulmane de la Russie elle-même (Zvyagelskaya, 2014).

40. L'engagement de la République populaire de **Chine** dans la région MOAN a été principalement économique plutôt que militaire. La Chine a investi massivement dans des projets d'infrastructure dans la région, tels que la route trans-maghrébine, dans le cadre de son initiative des nouvelles routes de la soie (ou initiative *une route, une ceinture*, BRI en anglais). La Chine s'est fixée pour objectif de faire passer le commerce avec la région MOAN de 240 milliards de dollars en 2013 à 600 milliards de dollars en une décennie, bien que jusqu'à présent l'augmentation du volume des échanges ait été plus faible que prévu (Zoubir, 2020). La position stratégique de l'Égypte fait de ce pays un acteur clé de la stratégie qui accompagne la BRI. Outre une convergence politique portée fin 2014 par la signature d'un « partenariat stratégique intégral » établi sur le long terme, le pays obtient le soutien de la banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (AIIB) en 2015 (seul pays africain et 2^e du Moyen-Orient avec Oman), il se voit offrir l'opportunité de se raccrocher à la dynamique des pays du groupe BRICS et se rapproche de l'Organisation de coopération de Shangaï (OCS). L'Algérie, ciblée pour ses ressources énergétiques, arrive en seconde position. La Chine y investit de manière significative dans les infrastructures et le secteur minier (FMES, 2020).

41. Les projets de développement sont suivis d'actions politiques et sécuritaires de la part de Pékin. La Chine mène des programmes de formation pour les journalistes d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient et promeut les récits chinois dans les médias de la région (NDS-S Hub, 2020). En 2015 (avec la Russie) et 2017 (séparément), la Chine a mené des exercices navals en Méditerranée. Depuis 2017, la marine de l'Armée populaire de libération chinoise dispose d'une

⁴ Le groupe Wagner a également été utilisé dans l'est de l'Ukraine, en Syrie et dans un certain nombre d'États africains, dont le Soudan, la République centrafricaine et le Mozambique.

base à Djibouti, ce qui lui donne certaines capacités de projection de puissance dans la région au sens large.

42. Les monarchies du **Golfe** sont également en train de devenir des acteurs importants en Méditerranée. La manifestation la plus visible de cette évolution est l'engagement des EAU dans le conflit libyen aux côtés de Khalifa Haftar. Selon la Société nationale pétrolière libyenne, le rôle émirati a été crucial dans l'imposition du blocus des exportations pétrolières libyennes en juillet 2020 qui a permis d'empêcher le GAN basé à Tripoli de recevoir des revenus (Reuters, 2020). Les EAU semblent également soutenir les milices soudanaises en Libye (Ardemagni & Fasanotti, 2020). Leur action en Méditerranée devrait être encore renforcée par la signature de l'accord de normalisation avec Israël, notamment en raison de l'intensification de la coopération militaire avec les États-Unis annoncée de manière simultanée à cette signature.⁵

43. Les activités des EAU et de son principal allié régional, l'Égypte, en Méditerranée sont, dans une large mesure, motivées par l'aversion idéologique de leurs régimes respectifs pour les mouvements de type Frères musulmans, que les dirigeants émiratis et égyptiens - mais aussi saoudiens - considèrent comme une menace. En conséquence, Abou Dhabi, Riyad et Le Caire s'allient fréquemment avec les opposants de ces mouvements, dont Khalifa Haftar, et entretiennent des relations difficiles, voire hostiles, avec les partisans de ceux-ci, en particulier la Turquie et le Qatar. En Libye, les EAU et le Qatar, qui ont tous deux participé à l'opération dirigée par l'OTAN en 2011, se trouvent aujourd'hui dans deux camps opposés. Les Émirats arabes unis ont également rejoint le EMGF en tant qu'observateur. L'Arabie saoudite a renforcé sa coopération avec la Grèce et a exprimé son soutien à Nicosie. Le Qatar, d'autre part, a activement soutenu le gouvernement libyen basé à Tripoli, tout au moins jusqu'à la crise du blocus en 2017 (Bianco, 2020).

III. LE RÔLE DES PAYS DE L'ALLIANCE DANS LA PROMOTION DE LA STABILITÉ ET DE LA SÉCURITÉ EN MÉDITERRANÉE

44. Au cours de la guerre froide, la Méditerranée fut principalement vue par l'OTAN sous un angle militaire, visant à intégrer les Alliés de ce que l'on appelait le flanc sud dans les systèmes plus larges de défense et de dissuasion de l'OTAN. Depuis le début des années 1990, l'OTAN a adopté une approche plus large de la sécurité et a développé un impressionnant réseau de partenariats avec ses voisins. En 1994, parallèlement au Partenariat pour la paix, orienté vers l'Europe, elle a lancé le Dialogue méditerranéen (DM) avec 5 (puis 7) pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient.⁶ L'Alliance a également continué à maintenir une présence militaire dans la région et a lancé plusieurs opérations, dont l'intervention, sous mandat de l'ONU, en Libye en 2011.

45. Le concept stratégique de 2010 fait spécifiquement référence au Dialogue méditerranéen en ces termes : « Nous sommes fermement attachés au développement de relations d'amitié et de coopération avec tous les pays de la Méditerranée, et nous entendons développer encore le Dialogue méditerranéen (DM) dans les années à venir. Nous nous emploierons à approfondir la coopération avec les pays qui participent actuellement au Dialogue méditerranéen et à rester ouverts à l'inclusion d'autres pays de la région dans ce Dialogue ». Au milieu des années 2010, en raison de l'instabilité accrue dans sa périphérie sud, l'OTAN a remanié ses politiques à l'égard de la région conformément à la notion de projection de stabilité, lancée lors du sommet du Pays de Galles de 2014 et destinée à intensifier la coopération en matière de défense et de renforcement des capacités de sécurité avec les partenaires de l'OTAN dans le proche voisinage. Lors du sommet de Bruxelles de 2018, les dirigeants alliés ont approuvé un « paquet concernant le Sud ».

⁵ Au moment de la rédaction de ces lignes, la vente de 23 milliards de dollars de jets F-35 aux EAU a été temporairement gelée afin de donner à la nouvelle administration américaine le temps d'examiner les principales ventes de défense américaines.

⁶ Les membres initiaux étaient l'Égypte, Israël, la Mauritanie, le Maroc et la Tunisie. La Jordanie a adhéré en 1995 et l'Algérie en 2000.

Conformément au rôle essentiel de l'OTAN en matière de défense collective, de réponse aux crises et de sécurité coopérative, ce paquet comprend une série d'initiatives destinées à renforcer la dissuasion et la défense de l'OTAN contre les menaces émanant du Sud, à contribuer aux efforts internationaux de gestion des crises dans la région et à coopérer avec les partenaires régionaux pour améliorer leur capacité à faire face aux menaces sécuritaires. Lors du sommet de Bruxelles, les dirigeants alliés ont également déclaré le Pôle pour l'Axe Stratégique Sud de l'OTAN (NSD-S Hub ou Hub Sud) pleinement opérationnel. Basé au Commandement des forces interalliées (JFC) à Naples, le centre a pour mandat de surveiller les menaces régionales et de coordonner les partenariats de l'OTAN dans la région.

46. Toutefois, le paquet n'est pas considéré comme un substitut à une stratégie globale de l'OTAN pour le Sud : le groupe de réflexion sur l'OTAN 2030 a appelé l'OTAN à « articuler une approche constante, claire et cohérente à l'égard du Sud » (Groupe de réflexion, 2020). En ce qui concerne le Sud, les Alliés n'ont pas encore atteint le même niveau de cohérence et d'ambition qu'ils ont atteint en réponse aux défis posés sur le flanc est de l'OTAN après 2014.

A. LES MOYENS DE DÉFENSE ET DE DISSUASION DE L'OTAN ET LES OPÉRATIONS EN MÉDITERRANÉE

47. Sur le plan militaire, l'OTAN conserve une supériorité écrasante en Méditerranée. En plus des armées et des marines importantes des Alliés méditerranéens, notamment celles de la France, de l'Italie, de l'Espagne et de la Turquie, deux autres Alliés ont une présence militaire constante en Méditerranée : les États-Unis, dont la sixième flotte basée à Naples est présente depuis le début de la guerre froide, et le Royaume-Uni avec des bases à Gibraltar et à Chypre.

48. Les moyens de l'OTAN en Méditerranée comprennent :

- Deux quartiers généraux importants : le Commandement terrestre allié (LANDCOM) à Izmir, en Turquie, et le Commandement des forces interalliées de Naples. Le mandat principal de ce dernier est de planifier et de conduire les opérations militaires de l'OTAN, non seulement en Méditerranée mais aussi au-delà.
- Deux groupes navals multinationaux - le *Standing NATO Maritime Group 2* (SNMG2) et le *Standing NATO Mine Countermeasures Group 2* (SNMCMG2) - dans sa périphérie sud, principalement en Méditerranée. Les deux autres groupes permanents de l'OTAN – SNMG1 et SNMCMG1 – visitent également la Méditerranée régulièrement. Chacun de ces groupes est constitué de plusieurs navires déployés par rotation. Ils font partie de la Force de réaction de l'OTAN et relèvent du Commandement maritime allié (MARCOM) au Royaume-Uni.
- Des éléments importants des systèmes de défense de l'OTAN contre les missiles balistiques, en Turquie et en Espagne.
- Le Hub Sud susmentionné, un nouvel organisme de l'OTAN qui vise à réunir les pays membres et les partenaires de l'OTAN avec des universitaires, des experts et des ONG d'Afrique et du Moyen-Orient, afin de mieux comprendre et identifier des solutions aux menaces régionales.
- L'avion de surveillance AWACS, qui a été utilisé pour soutenir l'intervention dirigée par l'OTAN en Libye en 2011 et, depuis 2016, pour fournir une meilleure connaissance de la situation à la Coalition internationale contre Daech dirigée par les États-Unis. En Méditerranée, les avions AWACS utilisent des bases opérationnelles avancées en Grèce (Aktion), en Italie (Trapani) et en Turquie (Konya).
- Le système unique de Capacité allié de surveillance terrestre (AGS) de l'OTAN, qui opère depuis la base de Sigonella en Sicile, où sont déployés des avions RQ-4D pilotés à distance. En février 2021, l'AGS a atteint sa capacité opérationnelle initiale. Le système de pointe AGS devrait fournir aux Alliés des renseignements de haute qualité et une image complète des conditions au sol, à tout moment.

49. L'OTAN a mené plusieurs opérations en Méditerranée au fil des ans. À la suite des attaques du 11 septembre 2001 contre les États-Unis, l'OTAN a lancé une opération au titre de l'article 5, *Active Endeavour*, – la seule opération de l'OTAN à ce jour basée sur l'article 5, dont le mandat était de dissuader, de défendre, de perturber et de protéger contre les activités terroristes. En 2016, à la suite de l'émergence de nouveaux défis dans la région, *Active Endeavour* a été remplacée par *Sea Guardian*, dont le mandat n'est plus basé sur l'article 5 et peut remplir un large éventail de tâches.⁷ Actuellement, conformément aux décisions du Conseil de l'Atlantique Nord, cette opération est déployée en Méditerranée, où l'accent est mis sur trois des sept tâches liées aux opérations de sûreté maritime : outre la lutte contre le terrorisme, elle contribue au renforcement des capacités de sécurité maritime et elle soutient la connaissance de la situation maritime.⁸ *Sea Guardian* a activement coopéré avec l'opération *Sophia* de l'UE et d'autres partenaires dans la région, en leur fournissant de précieux renseignements.

50. L'opération *Sophia* a été suspendue à partir de mars 2020. La nouvelle opération navale *Irini* de l'UE est chargée de faire respecter l'embargo sur les armes imposé par les Nations unies sur la Libye. L'OTAN et l'UE n'ont pas pu parvenir à un accord de collaboration similaire à celui qui existait entre les opérations *Sea Guardian* et *Sophia*. Bien que l'UE apprécierait le soutien continu des ressources uniques de l'OTAN en Méditerranée, les Alliés n'ont pas pu parvenir à un consensus sur les avantages de l'opération *Irini*, reflétant en cela des approches divergentes quant au conflit en Libye. Tous les Alliés soutiennent fermement les efforts menés par les Nations unies en Libye, mais la Turquie fait spécifiquement valoir que l'opération *Irini*, en pratique, désavantage le gouvernement d'accord national libyen et profite aux forces de Khalifa Haftar, qui, selon la Turquie, reçoivent la plupart de leurs armes par voie terrestre et aérienne. Les divergences de vues ont culminé lors de l'incident - évoqué plus haut - impliquant la frégate française *Courbet* et des navires de la marine turque en juin 2020. L'incident a incité Paris à suspendre temporairement sa participation à l'opération *Sea Guardian*.

51. Cet avant-projet de rapport a également fait référence à la contribution du SNMG2 à l'amélioration de la connaissance de la situation en mer Égée, où les navires de l'OTAN ont fourni des renseignements aux garde-côtes grecs et turcs ainsi qu'à Frontex depuis 2016. La position de la Turquie est que l'utilité de ces patrouilles de l'OTAN est arrivée à sa fin, tandis que la Grèce soutient la poursuite de l'engagement de l'OTAN dans la mer Égée.

52. Cela dit, il est important de souligner que dans la plupart des cas, l'Alliance a fait preuve de solidarité et de soutien mutuel en Méditerranée. Les marines grecque et turque continuent de collaborer et de participer conjointement à des exercices navals. Le dernier en date, l'exercice de lutte anti-sous-marine *Dynamic Manta*, a mobilisé, selon le Commandement maritime allié (MARCOM), des sous-marins des forces navales grecques, italiennes, turques et américaines ainsi que des navires de surface et des avions de patrouille maritime français, grecs, italiens, allemands

⁷ L'opération *Sea Guardian* peut exécuter chacune des sept tâches opérationnelles agréées de sûreté maritime là où le Conseil de l'Atlantique Nord décide de la déployer : connaissance de la situation maritime, préservation de la liberté de navigation, interdiction maritime, lutte contre la prolifération des armes de destruction massive, protection des infrastructures critiques, contre-terrorisme maritime, constitution de capacités de sûreté maritime (source : https://www.nato.int/cps/fr/natohq/topics_136233.htm)

⁸ Appui de la connaissance de la situation maritime : l'accent est mis sur le partage d'informations entre les pays de l'OTAN et avec les agences civiles, afin d'améliorer la situation maritime générale de l'OTAN. Appui au contre-terrorisme maritime : il s'agit de planifier et de mener un certain nombre d'actions visant à décourager et déjouer le terrorisme, à se défendre et à se protéger contre les activités terroristes d'origine maritime. Ces actions visent, en substance, à empêcher les terroristes d'accéder à des zones désignées, et à contenir les menaces, en ayant recours à la force. Contribution à la constitution de capacités de sûreté maritime : l'OTAN cherche à contribuer aux efforts de la communauté internationale visant à améliorer la sûreté maritime, en collaborant à la fois avec les autorités militaires et non militaires. (Source : https://www.nato.int/cps/fr/natohq/topics_136233.htm)

et américains. Parmi les navires de surface impliqués, on trouve ceux du *Standing Nato Maritime Group 2*, dont les frégates *ESPS Cristóbal Colón* (Espagne), *ITS Virginio Fasan* (Italie) et *TCG Kemal Reis* (Turquie), ainsi que le groupe aéronaval français du *Charles de Gaulle* (Lagneau, 2021). Un autre bon exemple de solidarité a été la décision de l'Allemagne et des Pays-Bas, à la suite de consultations au titre de l'article 4, d'envoyer des systèmes de défense aérienne Patriot en Turquie pour aider à protéger sa zone frontalière avec la Syrie en 2013 (Stoicescu, 2021). Ces déploiements ont été continuellement maintenus depuis lors grâce aux contributions d'autres Alliés.

53. Néanmoins, les capacités de défense collective et de gestion des crises de l'Alliance peuvent et doivent devenir plus robustes. L'OTAN doit avoir les capacités d'agir rapidement et efficacement. L'objectif premier est de garantir à l'OTAN un accès complet et sans entrave aux lignes de communication à travers la Méditerranée. Les Alliés doivent s'assurer de leur participation active aux exercices régionaux et continuer à consacrer des forces aux groupes maritimes permanents et aux autres ressources de l'OTAN dans la région. Des exercices navals plus fréquents en Méditerranée amélioreraient non seulement l'interopérabilité des forces de l'OTAN, mais contribueraient également au développement des capacités des unités nationales participant à ces exercices. Une participation plus active des Alliés d'Europe du Nord et d'Europe centrale aux activités méditerranéennes de l'OTAN enverrait un signal très positif de solidarité avec les Alliés du Sud, tout comme l'engagement des Alliés d'Europe du Sud sur les flancs est et nord envoie le signal ferme d'une Alliance décidée à se protéger contre les menaces d'où qu'elles viennent. L'ancien secrétaire général délégué de l'OTAN, Alexander Vershbow, et Lauren Speranza de l'*Atlantic Council* appellent à une « présence rehaussée dans le Sud » (eSP) de l'OTAN, semblable aux présences avancées à l'est et au sud-est (Vershbow & Speranza, 2019). L'approche particulière du Hub, qui consiste à faire participer un large éventail de parties prenantes, y compris les milieux universitaires et la société civile, offre à l'OTAN l'occasion unique de mieux comprendre la région et, par conséquent, de concevoir des réponses politiques optimales. Tout en prenant en considération ces observations, il convient de garder à l'esprit l'acquis du sommet de Lisbonne – et réitéré depuis – que l'OTAN doit être une organisation agile, recherchant l'efficacité. Partenariats et coopération sont les deux voies pertinentes en la matière pour garantir que sera abordée, sous l'angle de la plus-value apportée, l'opportunité de nouvelles tâches pour l'OTAN. L'espace méditerranéen offre de multiples possibilités.

B. LE DIALOGUE MÉDITERRANÉEN ET LES AUTRES MÉCANISMES DE COOPÉRATION

54. Depuis son lancement en 1994, le DM a évolué et s'est considérablement développé. Une collaboration étroite avec les partenaires du sud de la Méditerranée a aidé l'OTAN à projeter un certain degré de stabilité et de sécurité dans la région. La multiplication des formations civiles et militaires ainsi que la création d'un cercle de confiance propice à l'interopérabilité des outils militaires étaient au cœur des objectifs formulés au sommet de Riga en octobre 2006 (Bouhou, 2008). La compréhension mutuelle s'est considérablement améliorée grâce à cette coopération pratique. Comme dans d'autres initiatives de partenariat de l'OTAN, le DM comporte des dimensions politiques et pratiques. Sur le plan politique, les responsables de l'OTAN dialoguent régulièrement et à différents niveaux avec les représentants des pays du DM. En raison de la diversité de la région, ces réunions se déroulent généralement en format "OTAN+1" ou "30+1" plutôt qu'en format « OTAN+7 » ou « 30+7 ». Les réunions se concentrent sur la lutte contre le terrorisme et d'autres questions de sécurité d'intérêt mutuel. Les experts notent que les contacts politiques se sont intensifiés depuis le milieu des années 2010, mais cette dimension reste sous-développée par rapport à celle de la coopération pratique (Lesser, Brandsma, Basagni, & Lété, 2018).

55. En ce qui concerne la coopération pratique, l'OTAN propose un large éventail de domaines potentiels d'activités de coopération et discute chaque année d'un programme d'activités concrètes avec les différents pays du DM. Ce programme comprend des séminaires, des ateliers et d'autres

activités pratiques dans des domaines tels que la modernisation des forces armées, les plans civils d'urgence, la sécurité des frontières, la diplomatie publique et la coopération scientifique et environnementale. L'OTAN invite également les partenaires du DM à observer - et dans certains cas à participer - à des exercices militaires OTAN/PpP. Leurs représentants suivent des cours dans les établissements universitaires de l'OTAN. L'OTAN envoie aussi régulièrement ses équipes mobiles de formation dans la région pour organiser des sessions de formation de formateurs sur diverses questions de sécurité.

56. Deux partenaires du DM - la Jordanie et la Tunisie - se distinguent dans leurs relations avec l'OTAN grâce à leur participation à l'initiative de renforcement des capacités de défense et de sécurité connexes (DCB) de l'OTAN, conçue pour promouvoir une coopération intense et ciblée dans le secteur de la défense et de la sécurité entre les Alliés de l'OTAN et les partenaires stratégiques potentiellement vulnérables. L'ensemble de mesures DCB pour la Jordanie, introduit en 2014, se concentre sur la capacité des forces de sécurité jordaniennes dans des domaines tels que la gestion des crises, la sécurité des frontières, le terrorisme, la logistique, la cyberdéfense et la lutte contre les engins explosifs improvisés. La Jordanie a accueilli le premier exercice régional de l'OTAN (REGEX) dans un pays du Dialogue méditerranéen en 2017. En 2018, l'OTAN a accepté la demande de la Tunisie pour un ensemble de DCB. Les efforts de l'OTAN en matière de DCB en Tunisie se concentrent sur les activités d'éducation et de formation pour les forces armées tunisiennes. La contribution de l'OTAN pour soutenir la Jordanie et la Tunisie est particulièrement importante étant donné la stabilité fragile de ces pays dans des régions en difficulté.⁹

57. La Tunisie est également l'un des « pays pilotes » identifiés par l'UE et l'OTAN où les deux organisations visent à coordonner leurs programmes d'assistance - tels que le renforcement des capacités de l'UE à l'appui de la sécurité et du développement et le DCB de l'OTAN - dans le sillage de la signature de la déclaration conjointe de 2016. L'OTAN et l'UE ont déployé des efforts importants pour identifier les domaines potentiels d'intérêt commun, intensifier l'échange d'information et coordonner leur communication stratégique dans un large éventail de domaines, tels que la protection civile, la cybersécurité et la protection des armes et des munitions. Toutefois, il est possible d'accroître la coordination entre les deux organisations dans toute la région¹⁰. Un premier vecteur pourrait être celui de la sûreté et surveillance maritime, domaine dans lequel l'Union est devenue un acteur de premier plan qui s'ancre dans la durée, en fédérant des moyens navals, aériens mais aussi satellitaires du CSUE (Centre satellitaire de l'Union européenne) de Torrejon (Espagne). Étant donné la complémentarité potentielle entre l'expertise de l'OTAN dans le secteur de la défense et de la sécurité, et l'aide au développement et à l'État de droit de l'UE, les projets de coopération de l'OTAN et de l'UE peuvent aussi servir d'outils pour promouvoir l'autonomisation des femmes dans leur voisinage méridional, notamment en facilitant la mise en œuvre du programme FPS (Femmes, Paix et Sécurité). Enfin, la lutte contre la désinformation est un autre champ de coopération potentiel, mis en évidence par la pandémie de Covid-19. Des campagnes de désinformation et de fausses informations ont été lancées par des acteurs étatiques et non-étatiques et publiées sur les réseaux sociaux dans tous les territoires des Alliés, mais aussi chez des partenaires de l'OTAN.

58. En général, le DM a résisté à l'épreuve du temps et a contribué de manière croissante à la stabilité dans la région. Cependant, les experts notent également que le DM continue de souffrir d'un « manque d'argent et d'attention » (Brandsma, 2019). La plupart des projets de partenariat sont financés et dotés en personnel par des contributions nationales, et celles-ci sont souvent

⁹ Pour plus de détails sur l'initiative DCB de l'OTAN, voir le [rapport établi en 2020](#) par Lara Martinho (Portugal) pour la commission de la défense et de la sécurité de l'AP-OTAN.

¹⁰ L'Europe élabore une approche exhaustive envers la région comprenant 1) une aide significative à la sécurité et au développement des pays du sud de la Méditerranée, 2) des capacités solides de contrôle et de maintien de l'ordre des frontières maritimes et 3) une stratégie cohérente en matière de migration et d'asile, et la présidence semestrielle en cours, du Portugal, ne ménage pas ses efforts pour aboutir sur le troisième point (Euractiv 2021).

incohérentes ou inadéquates. En conséquence, de nombreux projets du DM sont modestes dans leur ampleur et leur impact. Il est donc important d'assurer un meilleur échange d'informations entre les Alliés sur leurs activités de coopération bilatérale dans la région afin d'éviter les doubles emplois avec les projets menés par l'OTAN. Un tel échange d'information pourrait également permettre une meilleure coordination des financements existants des Alliés, et ainsi participer de cette dynamisation des programmes évoquée plus haut. Les Alliés devraient également encourager le dialogue dans le cadre du format "30+7" et promouvoir des projets horizontaux entre les partenaires du DM, impliquant potentiellement les partenaires de l'Initiative de coopération d'Istanbul (ICI), le G5 Sahel et d'autres membres de l'Union africaine (Berger, 2020 ; Lesser, Brandsma, Basagni, & Lété, 2018).

59. En ce qui concerne le contenu des projets du DM et d'autres partenariats, une importance accrue accordée à la lutte contre le terrorisme (CT) doit être bienvenue, conformément à la recommandation du groupe de réflexion visant à « intégrer la lutte contre le terrorisme de manière plus explicite dans les tâches fondamentales de l'OTAN », en lien étroit avec la société civile et en veillant à une prise en compte adéquate des valeurs fondamentales de l'Organisation. À cet égard, une coopération avec l'OSCE et ses différents organes pourrait être particulièrement pertinente.

IV. REMARQUES FINALES

60. L'élaboration d'une stratégie euro-atlantique claire et cohérente pour le Sud sera sans aucun doute l'un des thèmes clés du prochain concept stratégique de l'OTAN. Les défis émanant du Sud sont tout aussi redoutables que ceux provenant de l'Est, et pourtant les Alliés n'ont pas encore fait preuve du même niveau de concentration stratégique sur leur périphérie sud. En outre, le Sud continue de représenter une zone de désaccords et même de tensions entre les Alliés. Alors que les Alliés d'Europe centrale et orientale sont unis dans leur évaluation de la menace russe et dans leur demande de « plus d'OTAN » sur le flanc oriental, les Alliés méditerranéens sont en désaccord sur l'étendue de l'implication de l'OTAN dans les affaires méditerranéennes et certains favorisent fortement le bilatéralisme dans leurs relations avec les autres acteurs de la région. Malgré les efforts louables des responsables de l'OTAN pour s'engager de manière productive avec leurs partenaires de la région MOAN, l'absence d'une approche coordonnée entre les Alliés conduit à des résultats modestes de cet engagement et inhibe la collaboration avec des acteurs importants tels que l'UE. En outre, l'absence d'une politique du sud clairement articulée de l'OTAN ne contribue pas à instaurer la confiance entre l'OTAN et les partenaires de la région MOAN, qui ne sont pas sûrs des véritables objectifs de l'OTAN dans la région et soupçonnent qu'elle pourrait avoir un « agenda caché » (Berger, 2020).

61. Cet avant-projet de rapport a identifié un certain nombre d'éléments qui pourraient potentiellement être reflétés dans la stratégie de l'OTAN pour le sud et contribuer à la stabilisation de la situation sécuritaire dans cette région. Toutefois, la condition préalable la plus importante à l'émergence d'une telle stratégie cohérente est l'intensification des consultations politiques entre Alliés afin de définir et cadrer le rôle de l'Alliance au Sud. La résolution des différends sensibles sous-jacents en Méditerranée qui impliquent les Alliés de l'OTAN reste à ce stade un objectif de long terme, mais les Alliés sont certainement capables de trouver un *modus vivendi* acceptable et de prévenir tout escalade par le dialogue. L'OTAN et l'Assemblée parlementaire de l'OTAN constituent un cadre particulièrement utile pour un tel dialogue et de telles consultations. Les Alliés devraient également améliorer l'échange d'informations et accroître les contacts avec les universitaires et la société civile dans la région MOAN afin d'améliorer la compréhension de la région et de dissiper les mythes.

62. Enfin, il est impératif de ne pas perdre de vue le fait que, si les rives nord et sud de la Méditerranée sont intrinsèquement liées en tant que parties de la même région, elles sont également très différentes dans leurs structures économiques, politiques et démographiques. Après des décennies de stagnation, la région MOAN connaît actuellement une transformation et une révision

fondamentales du contrat social entre les peuples et les régimes des États de cette région. Ce processus présente à la fois des opportunités et des défis qui affecteront inévitablement les rives nord de la Méditerranée.¹¹ Si l'OTAN n'a ni le mandat ni la capacité de jouer un rôle clé dans le soutien de cette transformation, en revanche, elle peut et doit apporter une valeur ajoutée dans ses domaines de compétence, en contribuant à créer un environnement sûr dans le cadre de celle-ci.

avant-projet

¹¹ Pour plus de détails sur les dynamiques politiques et sociales internes dans la région MOAN, voir l'avant-projet de rapport de la commission sur la dimension civile de la sécurité de l'AP-OTAN, consacré en 2021 au 10^e anniversaire des soulèvements arabes.

BIBLIOGRAPHIE

- Al-Jazeera, « Libyans mourn rights activist amid turmoil », 26 juin 2014, <https://www.aljazeera.com/news/2014/6/26/libyans-mourn-rights-activist-amid-turmoil>
- Amnesty. (2020, September 24). Libya: New evidence shows refugees and migrants trapped in horrific cycle of abuses. Retrieved from Amnesty International: <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2020/09/libya-new-evidence-shows-refugees-and-migrants-trapped-in-horrific-cycle-of-abuses/>
- Ardemagni, E., & Fasanotti, F. S. (2020, July 31). The UAE in Libya and Yemen: Different Tactics, One Goal. Retrieved from ISPI: <https://www.ispionline.it/en/publicazione/uae-libya-and-yemen-different-tactics-one-goal-27138>
- Barthe, Benjamin, « Dix ans après les « printemps arabes », le chaos et l'espoir », *Le Monde*, 15 janvier 2021, https://www.lemonde.fr/international/article/2021/01/15/dix-ans-apres-les-printemps-arabes-le-chaos-et-l-espoir_6066426_3210.html
- Bensimon, Cyril, "Le Sahel, nouveau champ de bataille de la guerre entre Al-Qaida et l'organisation Etat islamique", *Le Monde*, 28 juin 2020, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/06/28/le-sahel-nouveau-champ-de-bataille-de-la-guerre-entre-al-qaida-et-l-organisation-etat-islamique_6044481_3212.html.
- Berger, Chloé, « Projeter la stabilité au Sud : l'autre défi de l'OTAN », *NATO Defense College*, 1er mai 2020, https://www.jstor.org/stable/resrep25099?seq=1#metadata_info_tab_contents
- Berger, C., & Salloum, C. (. (January 2021). Russia in NATO's South: Expansionist Strategy or Defensive Posture? Rome: NATO Defence College.
- Berman, Lazar, « La Turquie, isolée, veut se rapprocher mais Israël pourrait faire le difficile », *The Time of Israël*, 29 janvier 2021, <https://fr.timesofisrael.com/la-turquie-isolee-veut-se-rapprocher-mais-israel-pourrait-faire-le-difficile/>
- Bermudez, J. S. (2020, July 7). Moscow's Next Front: Russia's Expanding Military Footprint in Libya . Retrieved from CSIS: <https://www.csis.org/analysis/moscows-next-front-russias-expanding-military-footprint-libya>
- Bianco, C. (2020, May). Gulf monarchies and the eastern Mediterranean: Growing ambitions. Retrieved from ECFR: https://ecfr.eu/special/eastern_med/gcc
- Bouhou, Kassim, « L'OTAN et le monde arabe : peur, dialogue et partenariat », *Politique étrangère*, printemps 2008, <https://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2008-1-page-119.htm>
- Brandsma, C. (2019, April). NATO and the Mediterranean. Retrieved from IEMed. Mediterranean Yearbook 2019: https://www.iemed.org/observatori/arees-danalisi/arxius-adjunts/anuari/med.2019/NATO_Mediterranean_Region_Charlotte_Brandsma_IEMed_MedYearbook2019.pdf
- Clarke, C. P., Courtney, W., Martin, B., & McClintock, B. (2020, June 30). Russia Is Eyeing the Mediterranean. The U.S. and NATO Must Be Prepared. Retrieved from RAND: <https://www.rand.org/blog/2020/06/russia-is-eyeing-the-mediterranean-the-us-and-nato.html>
- Commission européenne, « Plan d'action de l'UE en matière de lutte contre le trafic d'armes à feu pour la période 2020-2025 », 24 juillet 2020 (a), <https://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2020/FR/COM-2020-608-F1-FR-MAIN-PART-1.PDF>
- Commission européenne, « EU delivers support to border management in Libya », 16 juillet 2020 (b), https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/news_corner/news/eu-delivers-support-border-management-libya_en
- Comolli, V., & Milan, F. (2020, June 9). Q&A: What has become of ISIS' foreign fighters? Retrieved from IISS: <https://www.iiss.org/blogs/analysis/2020/06/csdp-isis-foreign-fighters>
- Conseil de l'UE. (2020, October 1). European Council conclusions on external relations.: <https://www.consilium.europa.eu/en/press/press-releases/2020/10/01/european-council-conclusions-on-external-relations-1-october-2020/>
- Conseil de l'UE. (2021, January 6). Central Mediterranean route. Retrieved from EU Council: <https://www.consilium.europa.eu/en/policies/migratory-pressure/central-mediterranean-route/>
- Dalay, G. (2021, January 28). Turkey, Europe, and the Eastern Mediterranean: Charting a way out of the current deadlock. Retrieved from Brookings:

- <https://www.brookings.edu/research/turkey-europe-and-the-eastern-mediterranean-charting-a-way-out-of-the-current-deadlock/>
- Daraj, « Les dessous de la résurgence de Daech en Syrie », *Courrier International*, 15 février 2021, <https://www.courrierinternational.com/article/enquete-les-dessous-de-la-resurgence-de-daech-en-syrie>
- DW. (2020, August 26). France joins Greece's naval exercises amid Turkey row. Retrieved from DW: <https://www.dw.com/en/france-joins-greeces-naval-exercises-amid-turkey-row/a-54700105>
- Economist (The), « Jihadists in the Sahel threaten west Africa's coastal states », 9 juillet 2020 <https://www.economist.com/middle-east-and-africa/2020/07/09/jihadists-in-the-sahel-threaten-west-africas-coastal-states>
- Euractiv, « UN chief seeks monitors for Libya's fragile ceasefire », 31 décembre 2020 <https://www.euractiv.com/section/global-europe/news/un-chief-seeks-monitors-for-libyas-fragile-ceasefire/>
- FEMS (Fondation Méditerranéenne d'Etudes Stratégiques), « Les nouvelles routes de la soie en Méditerranée : risques et opportunités », 2020, <https://fmes-france.org/wp-content/uploads/2020/10/Rapport-30eme-1.pdf>
- FEPS (Foundation for European Progressive Studies) et IAI, "Governance and Security in the Sahel: Tackling Mobility, Demography and Climate Change", 2019, <https://www.iai.it/sites/default/files/9788833652054.pdf>
- Groupe de réflexion, « OTAN 2030 : Unis pour une nouvelle ère », 25 novembre 2020, https://www.nato.int/nato_static_fl2014/assets/pdf/2020/12/pdf/201201-Reflection-Group-Final-Report-Fre.pdf
- Ibrahim, A. (2020, August 18). Daesh remains a threat to Libya despite change in strategy. Retrieved from Arab News: <https://www.arabnews.com/node/1721301>
- Interpol, « L'impact du COVID-19 sur le trafic de migrants et la traite d'êtres humains », 11 juin 2020, <https://www.interpol.int/fr/Actualites-et-evenements/Actualites/2020/L-impact-du-COVID-19-sur-le-traffic-de-migrants-et-la-traite-d-etres-humains>
- Lagneau, Laurent, « Otan : Le porte-avions Charles de Gaulle va participer à l'exercice Dynamic Manta avec des navires turcs », *Opex 360*, 23 février 2021, <http://www.opex360.com/2021/02/23/otan-le-porte-avions-charles-de-gaulle-va-participer-a-lexercice-dynamic-manta-avec-des-navires-turcs/>
- Le Monde, La Russie envisage de créer une base navale au Soudan, 13 novembre 2020 https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/11/13/la-russie-envisage-de-creer-une-base-navale-au-soudan_6059570_3212.html
- Lesser, I., Brandsma, C., Basagni, L., & Lété, B. (2018, June). The Future of NATO's Mediterranean Dialogue. Retrieved from GMF: https://www.gmfus.org/sites/default/files/publications/pdf/The_future_of_NATO%27s_MD_IN_TERACTIVE_FINAL_1705.pdf
- Mackinnon, A. (2020, December 14). With Base in Sudan, Russia Expands Its Military Reach in Africa. Retrieved from Foreign Policy: <https://foreignpolicy.com/2020/12/14/russia-expands-military-reach-africa-navy-base-sudan/>
- Ministère fédéral allemand des Affaires étrangères, « Conférence de Berlin sur la Libye », 20 janvier 2020, <https://www.auswaertiges-amt.de/fr/newsroom/-/2294236>
- Missing Migrants, « Region : Mediterranean », 2021, <https://missingmigrants.iom.int/region/mediterranean>
- NDS-S Hub, « China's Relevance in the Security Domain in Africa and the Middle East », juin 2020, <https://thesouthernhub.org/resources/site1/General/NSD-S%20Hub%20Publications/China%20Relevance%20in%20the%20security%20domain%20in%20Africa%20and%20the%20Middle%20East.pdf>
- ONU, « Syrie : de possibles crimes de guerre et crimes contre l'humanité lors des détentions arbitraires dans le conflit », 1 mars 2021, <https://peacekeeping.un.org/fr/syrie-de-possibles-crimes-de-guerre-et-crimes-contre-lhumanite-lors-des-detentions-arbitraires-dans>
- ONU, Conseil de sécurité des Nations unies, « Conseil de sécurité : vives préoccupations autour d'une résurgence de Daech en pleine pandémie de COVID-19 », SC/14433, 10 février 2021, <https://www.un.org/press/fr/2021/sc14433.doc.htm>

- OTAN, « Le secrétaire général remercie la Grèce pour ses contributions majeures à l'action de l'OTAN », 6 octobre 2020, https://www.nato.int/cps/fr/natohq/news_178586.htm?selectedLocale=fr
- OTAN, « L'OTAN et la Libye », 4 avril 2012, https://www.nato.int/cps/en/natohq/topics_71652.htm?selectedLocale=fr
- Ramani, S. (2019, March 22). Russia's Cautious Calculus in Algeria. Retrieved from Carnegie Endowment: <https://carnegieendowment.org/sada/78667>
- Reuters. (2020, July 12). Libya's NOC accuses UAE of being behind oil blockade. Retrieved from Reuters: <https://www.reuters.com/article/GCA-Commodities/idUSKCN24D0NH>
- Reuters. (2021, January 19). U.S. secretary of state nominee Blinken says Turkey not acting like an ally. Retrieved from Reuters: <https://www.reuters.com/article/us-usa-biden-state-turkey/us-secretary-of-state-nominee-calls-nato-ally-turkey-a-so-called-strategic-partner-idUSKBN29O2OM>
- Reuters, « Poutine en Egypte, vers une reprise des vols Moscou-Le Caire », 11 décembre 2017, <https://www.reuters.com/article/egypte-russie-poutine-idFRL8N1OB4E8>
- Ruffié, Nathalie, Philippe Gros et Vincent Tourret, « Stratégies de sécurité en Méditerranée », *Observatoire des conflits future*, octobre 2018 <https://www.frstrategie.org/sites/default/files/documents/programmes/observatoire-des-conflits-futurs/publications/2018/4.pdf>
- Shea, J. (2020, September 11). Greece and Turkey: is the eastern Mediterranean Europe's new conflict zone? Retrieved from Friend of Europe: <https://www.friendsofeurope.org/insights/greece-and-turkey-is-the-eastern-mediterranean-europes-new-conflict-zone/>
- Soller, Marion, « La Crimée, une base avancée en mer Noire ? », *Institut de Relations Internationales et Stratégiques*, 20 mai 2019, <https://www.iris-france.org/137328-la-crimee-une-base-avancee-en-mer-noire/>
- Stoicescu, K. (2021, February). NATO's Southern Neighbourhood. Retrieved from ICDS: https://icds.ee/wp-content/uploads/2021/02/ICDS_Policy_Paper_NATO%C2%B4s_Southern_Neighbourhood_Kalev_Stoicescu_February_2021.pdf
- Tanchum, M. (2020, August 18). How Did the Eastern Mediterranean Become the Eye of a Geopolitical Storm? Retrieved from Foreign Policy: <https://foreignpolicy.com/2020/08/18/eastern-mediterranean-greece-turkey-warship-geopolitical-showdown/>
- Tanchum, M. (2020, September 23). Turkish Military Maneuvering Pushed Italy and France to Join Forces in the Mediterranean. Now What? Retrieved from Foreign Policy: <https://foreignpolicy.com/2020/09/23/pax-mediterranea-italy-turkey-france-oil-european-union/>
- Vershow, A. R., & Speranza, L. M. (2019, October). More in the Med. Retrieved from Atlantic Council: https://www.atlanticcouncil.org/wp-content/uploads/2019/10/More_in_the_Med.pdf
- Wehrey, Frederic, « A Minister, a General, and the Militias: Libya's Shifting Balance of Power », *Carnegie Endowment for International Peace*, 19 mars 2019, <https://carnegieendowment.org/2019/03/19/minister-general-and-militias-libya-s-shifting-balance-of-power-pub-78632>
- Wintour, Patrick, « UN to bring in monitors to observe Libya's widely flouted ceasefire », *The Guardian*, 1 janvier 2021, <https://www.theguardian.com/world/2021/jan/01/un-to-bring-in-monitors-to-observe-libya-flouted-ceasefire-national-unity-government>
- Yerkes, S. (2020, November 2). Tunisia: General Overview of the Country. Retrieved from Carnegie Endowment: <https://carnegieendowment.org/2020/11/02/tunisia-general-overview-of-country-pub-83167>
- Zoubir, Y. H. (2020, February). Expanding Sino-Maghreb Relations: Morocco and Tunisia. Retrieved from Chatham House: <https://www.chathamhouse.org/sites/default/files/CHHJ7839-SinoMaghreb-Relations-WEB.pdf>
- Zvyagelskaya, Irina, « La Russie et le printemps arabe », *Aperçu géographique : le partenariat euroméditerranéen et autres acteurs*, Institut Européen de la Méditerranée, 2014,

https://www.iemed.org/observatori/arees-danalisi/arxius-adjunts/anuari/anuari-2014/Zvyagelskaya_Russie_printemps_arabe_Annuaire_IEMed_2014.pdf/
